

<p>Contribution de SFR à la consultation publique initiée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes le 15/06/2011, portant sur le modèle de coût de déploiement des réseaux FTTH</p>

Question 1 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le périmètre de la modélisation.

Nous comprenons que le comptage du nombre de prises à desservir est basé sur le nombre d'accès cuivre existants à un instant T. SFR préfère dimensionner son réseau pour tous les logements d'une zone arrière, que ces logements disposent d'un accès cuivre ou non.

Ceci peut avoir un impact sur le dimensionnement général du réseau, sous-évalué si l'on ne retient que les accès cuivre.

Question 2 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le choix de retenir la topologie de la boucle locale cuivre de France Télécom pour la modélisation.

Nos zones arrière de NRO ne se confondent pas systématiquement avec les zones arrière des NRA existants, même si nous réutilisons le génie civil de France Télécom.

Il convient également de préciser que les sites NRO déployés jusqu'à présent par SFR ne sont pas situés à l'emplacement des sites NRA.

Question 3 : Les acteurs sont invités à commenter les choix de modélisation concernant la réutilisation des infrastructures du génie civil.

Certaines infrastructures aériennes n'appartiennent pas à France Télécom. Le coût des redevances et des frais d'accès et d'études sont différents selon le propriétaire. De plus, une quantité non négligeable de supports ne peut pas être réutilisée. L'hypothèse de non réutilisation des supports aériens que SFR retient dans ses modèles se situe autour de 25%, en l'état de ses connaissances actuelles.

Par ailleurs, la vectorisation des plans de France Télécom n'est pas toujours exhaustive et pourrait amener à sous-évaluer certains linéaires.

Nous avons également compris que l'activation du PM n'était pas comptée dans la modélisation.

SFR souhaite attirer l'attention du régulateur sur le fait que :

- L'enveloppe, la taille et la configuration du PM diffèrent selon que ce dernier soit passif ou actif*
- Les contraintes d'implantation inhérentes à l'alimentation électrique sont plus importantes pour un PM actif*

- *Le coût de raccordement au réseau électrique d'un PM actif n'est pas négligeable par rapport au coût total du PM*

Il semble que le coût des autorisations pour l'implantation des PM ne soit pas pris en compte dans le modèle ARCEP. Or, ce poste n'est pas négligeable, en particulier dans les zones protégées où l'avis ABF est obligatoire.

Question 4 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le principe de modélisation des chemins de déploiement des réseaux FttH.

SFR n'implantera pas systématiquement ses PM extérieurs à proximité des SR, qui peuvent être de trop petite taille en ZMD ou en poches de basse densité.

En outre, la méthode utilise le plus court chemin. En réalité sur le terrain, la continuité des fourreaux ne correspond pas forcément au plus court chemin entre le point A et le point B, notamment en cas de saturation des infrastructures GC existantes. Cela pourrait amener l'ARCEP à sous-évaluer le linéaire de câbles à déployer.

Question 5 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur les modalités de placement des points de mutualisation.

La méthode proposée a le mérite d'automatiser le placement des points de mutualisation.

A titre d'information, SFR place ses PM en fonction de l'habitat de chaque zone et des contraintes d'implantations urbaines. Notre méthode, par essence plus pragmatique, est susceptible de produire un nombre de PM différent de celui calculé par le modèle de l'ARCEP et, par conséquent, une évaluation de CAPEX différente.

Question 6 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le dimensionnement des câbles en fibre optique en aval et en amont du point de mutualisation.

Sur le paragraphe suivant :

« Des boîtiers d'épissurage sont ensuite placés le long des tracés de réseaux selon les deux principes suivants :

- un boîtier est installé à l'emplacement de chaque PC, modélisant ainsi le PBO (Point de Branchement Optique) ;*
- un boîtier est installé à chaque embranchement du réseau où un câble en fibre optique est éclaté en plusieurs câbles plus petits. »*

Nous souhaitons préciser que les boîtiers d'adduction sont placés dans les chambres en fonction de la position des immeubles et également d'un nombre maximal d'adductions qui est autorisé par boîtier. Ainsi, si le modèle de l'ARCEP place un boîtier d'adduction devant chaque immeuble, cela sécurise la faisabilité du réseau.

De plus, lors du dimensionnement, SFR compte l'ensemble des locaux professionnels comme autant de logements (lorsque les locaux professionnels sont situés dans un immeuble d'habitation).

Enfin, en ZMD, SFR provisionne une fibre entre le PM et chaque établissement qui n'est pas dans un immeuble d'habitation.

Question 7 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur les principes liés à la comptabilisation des unités d'œuvre.

Les bases que nous utilisons résultent dans le décompte d'un nombre d'immeubles supérieur à la base INSEE 99.

Question 8 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur les paramètres d'entrée du modèle de coûts

En QTD, SFR établit le lien entre le point de mutualisation et le dernier boîtier avant le raccordement client en comptant 2 fibres par logements.

Question 9 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le périmètre des coûts unitaires pris en compte pour le calcul des coûts de déploiement FttH.

Les PM en extérieur seront potentiellement des armoires de rue ou des shelters, ces derniers impliquant un coût unitaire supérieur.

Les coûts d'acquisition et d'aménagement des locaux NRO ne devraient-ils pas être pris en compte dans votre modélisation ?

Question 10 Les acteurs sont invités à renseigner, de la manière la plus précise et détaillée possible, les coûts unitaires figurant dans le tableur Excel communiqué en annexe de la présente consultation publique. Tous les éléments chiffrés communiqués à ce titre seront soumis au secret des affaires.

Fichier transmis séparément.